



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R32-2017-279 ter

PUBLIÉ LE 28 décembre 2017

# TABLE DES MATIÈRES

## **PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS Direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais**

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17413 SCEA DES POMMIERS Madame Carine LEBLONS ET Monsieur Yves LEBLOND.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17406 SCEA DE LA FERME DANS LE VENT Madame Colette GUILBERT, Messieurs Hervé et Jérôme GUILBERT.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17397 EARL DU FREMONT Madame Françoise RIFLART Monsieur Laurent RIFLART.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17399 INDIVISION BERNARD Madame Sylvie BERNARD.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17408 EARL DEGRAEVE SERGEANT Madame Pascaline DEGRAEVE et Monsieur Guillaume DEGRAEVE.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17398 Madame Myriam DECARSIN.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17395 EARL SAVARY Monsieur Marc SAVARY.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17385 FAEC DILLY Madame Josiane DILLY Messieurs Adrien, Alexis et Damien DILLY.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17378 EARL DE LA FONTAINE BERSIN Madame Marie-Noëlle WIART CADOT.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17392 Monsieur Christophe HELLUIN.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17384a et b EARL FICHEUX HEQUET Madame Brigitte FICHEUX Messieurs Bertrand et Alexis FICHEUX.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17387 EARL BOULET DELBARRE Madame Lucie BOULET Monsieur Sébastien BOULET et Monsieur Frédéric LEGAULT.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17380 EARL VANTORRE Messieurs Étienne et Philippe VANTORRE.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17377 INDIVISION LIBERT Madame Marie-José LIBERT.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17372 Monsieur Benoît DANVIN.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17363 EARL FRANQUE Madame Aurélie FRANQUE et Monsieur Thierry FRANQUE.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17376 Monsieur Frédéric DELCOUR.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17368 Madame Laurine DELANNOY.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17374 Monsieur Jérôme ROUSSEL.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17365 Monsieur Morgan MERLIN.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17360 Monsieur Marc-Antoine FLAMENT.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17349 Madame Séverine PIMBERT.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17358 SCEA POPIEUL Madame Fabienne POPIEUL ET Monsieur Gilbert POPIEUL.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17331 Monsieur Christophe CITERNE.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17356 Monsieur David BODELOT.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17314 GAEC MIONET MARQUIS Mesdames Marie-Claire MIONET et Aurélie MARQUIS et Monsieur Jean-Louis MIONET.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17292 Madame Marie-Gabrielle LAGACHE.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17303 Madame Clémence BEAUCHAMP.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17299 Madame Nicole COPIN.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17290 Monsieur Philippe HAVART.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17293 SCEA WINTOUT Mesdames Candice PATOUT et Sylvie BOUILLET et Monsieur Yannick COURDENT.

Contrôle des structures – accusé-réception du dossier complet n° 62-17286 GAEC LHOTELLIER Madame Véronique LHOTELLIER, Messieurs Cédric et Serge LHOTELLIER.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 26 JUL 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

SCEA DES POMMIERS  
(Madame Carine LEBLOND  
et Monsieur Yves LEBLOND)  
14 rue principale  
62123 GOUVES

Réf : SEA/ND/62-17413  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Olivier VAAST de MONCHIET.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
MONTENESCOURT	ZC 36	94 a 30 ca	Olivier VAAST à MONCHIET

Superficie totale : 94 a 30 ca

Votre dossier est enregistré complet le 13/07/2017 sous le numéro 62-17413.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 14/11/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,

Sylvain BREÛSSON

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 26 JUIL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

SCEA DE LA FERME DANS LE VENT  
(Madame Colette GUILBERT,  
Messieurs Hervé et Jérôme GUILBERT)  
9 rue du 8 mai 1945  
62116 ABLAINZEVILLE

Réf : SEA/ND/62-17406  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame, Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser l'installation au sein de la SCEA DE LA FERME DANS LE VENT de Messieurs Hervé et Jérôme GUILBERT sans apport de superficie supplémentaire.

La SCEA DE LA FERME DANS LE VENT ainsi composée sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
ABLAINZEVILLE	ZC 95	ha 13 a 25 ca	SCEA DE LA FERME DANS LE VENT à ABLAINZEVILLE
	ZC 98	ha 26 a 85 ca	
	ZB 40	10 ha 00 a 00 ca	
	ZB 52	5 ha 27 a 26 ca	
	ZB 54	4 ha 45 a 24 ca	
	ZC 16	10 ha 46 a 40 ca	
	ZC 19	ha 34 a 70 ca	
	ZC 57	7 ha 40 a 70 ca	
	ZC 89	ha 95 a 00 ca	
	ZC 91	ha 74 a 00 ca	
	ZC 93	1 ha 09 a 35 ca	
	ZC 94	5 ha 04 a 45 ca	
	ZC 96	10 ha 98 a 95 ca	
	ZC 99	6 ha 40 a 14 ca	
	ZD 21	ha 34 a 30 ca	
	ZD 65	ha 60 a 00 ca	
	ZD 18	ha 17 a 80 ca	
	ZD 19	ha 37 a 40 ca	
	ZD 20	1 ha 39 a 80 ca	
	ZB 35	ha 15 a 60 ca	
	AH 8	ha 31 a 39 ca	
	AH 9	ha 30 a 15 ca	
	AH 223	ha 3 a 69 ca	
ZC 23	ha 23 a 00 ca		
ZC 20	ha 62 a 90 ca		
ZC 18	ha 48 a 00 ca		
ZD 66	1 ha 01 a 10 ca		
BUCQUOY	ZH 67	3 ha 29 a 03 ca	
	ZH 69	ha 65 a 15 ca	
	ZH 71	1 ha 73 a 96 ca	
	ZH 73	ha 51 a 66 ca	
	ZN 94	1 ha 67 a 40 ca	

Superficie totale : 77 ha 48 a 62 ca

**Votre dossier est enregistré complet le 11/07/17 sous le numéro 62-17406.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **12/11/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

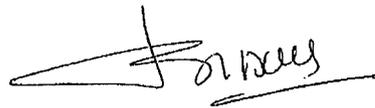
Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 24 JUL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL DU FREMONT  
(Madame Françoise RIFLART,  
Monsieur Laurent RIFLART)  
19 RD 943  
62910 SERQUES

Réf : SEA/ND/62-17397  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

**Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet**

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Michel LEROY de ENQUIN-LES-MINES.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
ENGUINEGATTE	ZA 3 ZA 5	2 ha 87 a 57 ca ha 40 a 30 ca	Michel LEROY à ENQUIN-LES-MINES

**Superficie totale : 3 ha 27 a 87 ca**

**Votre dossier est enregistré complet le 06/07/2017 sous le numéro 62-17397.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **07/11/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 26 JUIL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur Benjamin VAAST  
2 rue du moulin  
62810 ESTRÉE-WAMIN

Réf : SEA/ND/62-17410  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 25 ha 03 a 08 ca détaillée ci-dessous.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
ESTRÉE-WAMIN	ZC 71	2 ha 75 a 29 ca	Jean-Pierre VAAST à ESTRÉE-WAMIN
	ZD 20	2 ha 14 a 25 ca	
	ZD 21	ha 60 a 27 ca	
	A 32	ha 44 a 00 ca	
	A 33	ha 81 a 00 ca	
	A 34	ha 77 a 85 ca	
	A 35	ha 83 a 75 ca	
	A 36	ha 84 a 75 ca	
	A 37	ha 43 a 55 ca	
	ZC 78	3 ha 16 a 22 ca	
	ZC 79	2 ha 29 a 00 ca	
	ZD 19	1 ha 17 a 00 ca	
	ZD 56	ha 25 a 65 ca	
GRAND-RULLECOURT	ZA 66	1 ha 35 a 10 ca	
	ZA 67	ha 91 a 10 ca	
	ZA 65	6 ha 24 a 30 ca	

Superficie totale : 25 ha 03 a 08 ca

Votre dossier est enregistré complet le 12/07/2017 sous le numéro 62-17410.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **13/11/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

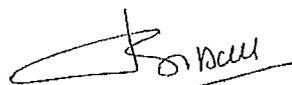
Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*  
*- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,*  
*- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 24 JUIL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

INDIVISION BERNARD  
(Madame Sylvie BERNARD)  
39 rue principale  
La Calique  
62240 VIEIL-MOUTIER

Réf : SEA/ND/62-17399  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser :

- la création de l'INDIVISION BERNARD à partir de l'exploitation individuelle de Monsieur Laurent BERNARD ;
- l'installation au sein de l'INDIVISION BERNARD de Madame Sylvie BERNARD sans apport de superficie supplémentaire.

L'INDIVISION BERNARD ainsi composée sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
SAINT-MARTIN-CHOQUEL	B 66	ha 51 a 85 ca	Laurent BERNARD à VIEIL-MOUTIER
VIEIL-MOUTIER	A 244	2 ha 35 a 70 ca	
	A 246	4 ha 97 a 00 ca	
	A 273	ha 67 a 70 ca	
	A 245	1 ha 82 a 10 ca	
	A 278	ha 72 a 45 ca	
	B 14	7 ha 03 a 40 ca	
	B 28	2 ha 06 a 05 ca	
	B 29	7 ha 43 a 15 ca	
	B 58	2 ha 63 a 70 ca	
	B 69	11 ha 55 a 55 ca	
	B 15	ha 45 a 05 ca	
	B 112	ha 82 a 35 ca	
	B 64	1 ha 69 a 30 ca	
	B 70	5 ha 93 a 55 ca	
	A 272	2 ha 13 a 00 ca	
	A 266	4 ha 24 a 90 ca	
	A 644	1 ha 75 a 00 ca	
	A 274	3 ha 35 a 10 ca	
	A 285	2 ha 14 a 65 ca	
	A 276	ha 50 a 05 ca	
	A 269	1 ha 55 a 66 ca	
	A 270	ha 46 a 65 ca	
	A 275	ha 38 a 10 ca	
	A 840	ha 60 a 70 ca	
	A 267	ha 78 a 65 ca	
	B 21	ha 77 a 10 ca	
B 92	ha 44 a 70 ca		
B 55	ha 96 a 05 ca		

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
VIEIL-MOUTIER	B 96 A 289 A 290 A 338 A 339 A 243 A 421 A 796	4 ha 41 a 10 ca 1 ha 45 a 20 ca ha 70 a 50 ca ha 44 a 50 ca 1 ha 13 a 30 ca 1 ha 62 a 60 ca ha 83 a 80 ca ha 82 a 65 ca	Laurent BERNARD à VIEIL-MOUTIER

Superficie totale : 82 ha 22 a 86 ca

Votre dossier est enregistré complet le 06/07/17 sous le numéro 62-17399.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **07/11/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisée avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,

  
Sylvain BRESSON

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **26** JUL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL DEGRAEVE SERGEANT  
(Madame Pascaline DEGRAEVE  
et Monsieur Guillaume DEGRAEVE)  
7 rue Madelot  
62156 BOIRY-NOTRE-DAME

Réf : SEA/ND/62-17408  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'EARL DEBUISSON (Madame Josette DEBUISSON) dont le siège social est situé à BAILLEUL-SIR-BERTHOULT.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
BAILLEUL-SIR-BERTHOULT	ZK 19	ha 29 a 60 ca	EARL DEBUISSON à BAILLEUL-SIR-BERTHOULT
	ZH 154	ha 44 a 85 ca	
	ZH 4	ha 23 a 50 ca	
	ZH 5	2 ha 72 a 90 ca	
	ZI 13	ha 49 a 40 ca	

Superficie totale : 4 ha 20 a 25 ca

Votre dossier est enregistré complet le 11/07/2017 sous le numéro 62-17408.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 12/11/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

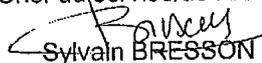
Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef de service de l'économie agricole,

  
Sylvain BRESSON

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 2<sup>e</sup> JUIL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Madame Myriam DECARSIN  
31 rue de Fampoux  
62223 FEUCHY

Réf : SEA/ND/62-17398  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 90 ha 03 a 22 ca détaillée ci-dessous.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
FAMPOUX	ZR 63	16 ha 31 a 80 ca	Philippe DECARSIN à FEUCHY
	ZR 53	ha 40 a 85 ca	
	ZR 55	1 ha 69 a 52 ca	
	ZP 15	5 ha 80 a 63 ca	
	ZR 33	6 ha 40 a 09 ca	
	ZR 51	1 ha 74 a 37 ca	
	ZR 52	5 ha 06 a 89 ca	
	ZR 54	ha 42 a 54 ca	
	ZR 56	1 ha 87 a 78 ca	
	ZR 61	18 ha 91 a 70 ca	
	ZR 62	5 ha 94 a 60 ca	
FEUCHY	AC 23	2 ha 55 a 35 ca	
	AC 419	ha 23 a 68 ca	
	AC 423	ha 8 a 12 ca	
	AD 240	ha 61 a 34 ca	
	ZE 9	4 ha 58 a 06 ca	
	ZE 30	12 ha 64 a 49 ca	
	ZE 31	4 ha 71 a 41 ca	

Superficie totale : 90 ha 03 a 22 ca

Votre dossier est enregistré complet le 06/07/2017 sous le numéro 62-17398.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **07/11/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisée avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 24 JUL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL SAVARY  
(Monsieur Marc SAVARY)  
6 rue de Clichy  
62182 RIENCOURT-LES- CAGNICOURT

Réf : SEA/ND/62-17395  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Madame Michèle DUPUIS de RIENCOURT-LES- CAGNICOURT.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
RIENCOURT-LES-CAGNICOURT	ZH 86	ha 14 a 00 ca	Michèle DUPUIS à RIENCOURT-LES-CAGNICOURT
	ZH 87	ha 14 a 00 ca	

Superficie totale : 28 a 00 ca

Votre dossier est enregistré complet le 04/07/2017 sous le numéro 62-17395.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 05/11/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,

  
Sylvain BRESSON

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-17385  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le 09 JUIL. 2017

GAEC DILLY  
(Madame Josiane DILLY,  
Messieurs Adrien, Alexis et Damien DILLY)  
1 rue de la Creuse  
62380 DOHEM

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame, Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser l'installation au sein du GAEC DILLY de Monsieur Alexis DILLY par la reprise et l'apport d'une superficie supplémentaire de 84 ha 59 a 09 ca provenant du GAEC DE LA LYS WILLERY (Messieurs Hervé et Didier WILLERY) dont le siège social est situé à COYECQUES.

Le GAEC DILLY ainsi composé sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
AUDINCTHUN	ZB 5	ha 69 a 40 ca	GAEC DILLY à DOHEM
	ZB 2	1 ha 96 a 60 ca	
	ZB 7	1 ha 59 a 00 ca	
	ZB 1	ha 14 a 70 ca	
COYECQUES	ZN 2	1 ha 65 a 70 ca	GAEC DE LA LYS WILLERY à COYECQUES
	ZN 1	1 ha 33 a 80 ca	
	ZN 31	2 ha 25 a 50 ca	
	ZN 3	ha 37 a 00 ca	
	ZI 54	2 ha 42 a 15 ca	
	ZC 13	ha 71 a 90 ca	
	ZC 10	ha 61 a 90 ca	
	ZD 18	ha 18 a 30 ca	
	ZB 83	ha 39 a 00 ca	
	ZL 6	ha 34 a 70 ca	
	ZC 62	1 ha 22 a 40 ca	
	ZC 90	2 ha 05 a 00 ca	
	ZC 61	1 ha 50 a 00 ca	
	AE 113	ha 44 a 65 ca	
	AE 224	ha 82 a 18 ca	
	ZC 8	ha 27 a 50 ca	
	ZC 11	ha 58 a 20 ca	
	ZC 12	ha 67 a 80 ca	
	ZC 14	ha 52 a 30 ca	
	ZD 55	ha 67 a 10 ca	
ZD 66	ha 50 a 30 ca		
ZH 46	1 ha 32 a 70 ca		
ZC 66	ha 41 a 15 ca		
ZH 100	10 ha 56 a 58 ca		
ZO 34	ha 22 a 80 ca		
ZC 64	1 ha 59 a 40 ca		
ZC 67	1 ha 64 a 75 ca		

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
COYECQUES	ZO 35	ha 9 a 00 ca	GAEC DE LA LYS WILLERY à COYECQUES
	AD 335	ha 27 a 00 ca	
	AI 151	1 ha 74 a 27 ca	
	AP 45	1 ha 13 a 77 ca	
	AP 55	ha 89 a 95 ca	
	ZC 65	ha 61 a 10 ca	
	ZD 52	ha 95 a 00 ca	
	ZD 56	ha 71 a 90 ca	
	ZD 57	ha 42 a 80 ca	
	ZD 124	ha 22 a 72 ca	
	ZI 23	1 ha 23 a 60 ca	
	ZI 24	ha 87 a 90 ca	
	ZI 33	1 ha 18 a 00 ca	
	ZI 35	ha 39 a 50 ca	
	ZI 43	ha 66 a 80 ca	
	ZI 56	10 ha 22 a 60 ca	
	ZK 13	8 ha 17 a 90 ca	
	ZO 33	ha 23 a 80 ca	
	ZI 27	3 ha 68 a 60 ca	
	ZB 82	ha 34 a 80 ca	
	ZD 11	ha 15 a 80 ca	
	ZD 54	1 ha 51 a 50 ca	
	ZD 122	1 ha 88 a 00 ca	
	ZH 20	ha 63 a 40 ca	
	ZH 21	ha 48 a 50 ca	
	ZH 22	ha 57 a 00 ca	
	ZK 29	1 ha 02 a 10 ca	
	ZK 30	1 ha 13 a 90 ca	
	ZK 33	ha 53 a 00 ca	
	ZK 34	ha 24 a 60 ca	
	ZK 35	ha 20 a 10 ca	
	ZH 23	3 ha 38 a 90 ca	
	ZB 78	ha 84 a 80 ca	
	ZD 43	ha 86 a 40 ca	
	ZA 61	ha 52 a 02 ca	
	ZA 51	ha 46 a 20 ca	
ZA 83	ha 68 a 48 ca		
ZB 79	ha 46 a 30 ca		
ZA 50	ha 27 a 20 ca		
ZC 9	ha 44 a 90 ca		
ZE 40	1 ha 31 a 22 ca		
ZH 83	ha 73 a 60 ca		
ZD 65	ha 42 a 40 ca		
DENNEBROEUCQ	ZA 65	ha 64 a 30 ca	GAEC DILLY à DOHEM
DOHEM	D 314	ha 65 a 35 ca	
	D 878	ha 65 a 35 ca	
	ZL 45	ha 10 a 00 ca	
	ZL 7	ha 64 a 30 ca	
	ZA 48	ha 67 a 20 ca	
	ZB 45	1 ha 14 a 60 ca	
	D 1000	ha 15 a 30 ca	
	ZC 9	ha 75 a 10 ca	
	ZL 6	ha 27 a 70 ca	
	ZA 42	2 ha 78 a 00 ca	
	ZA 43	ha 18 a 80 ca	
	D 327	1 ha 44 a 20 ca	
	D 407	ha 26 a 00 ca	
	D 411	ha 29 a 00 ca	
	D 893	ha 5 a 30 ca	
	D 899	ha 86 a 83 ca	
	D 908	ha 29 a 70 ca	
	D 909	ha 35 a 00 ca	
D 999	ha 28 a 66 ca		

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
DOHEM	ZA 44 ZA 50 ZA 61 ZA 63 ZB 48 ZC 11 ZC 90 ZK 86 ZL 38 ZL 43 ZL 44 ZL 58 D 1039 C 359 C 361 ZA 49 ZA 29 D 312 D 979 ZB 49 ZB 72 ZB 73 ZB 88 ZB 89 ZB 90 ZC 8 ZC 10 ZC 13 ZC 14 ZK 12 ZL 8 ZB 53 ZB 74 ZC 12	ha 17 a 80 ca 2 ha 26 a 90 ca 10 ha 82 a 04 ca 2 ha 23 a 95 ca 1 ha 62 a 50 ca ha 45 a 20 ca ha 38 a 85 ca ha 32 a 60 ca 3 ha 23 a 70 ca 1 ha 24 a 00 ca ha 61 a 80 ca 4 ha 92 a 62 ca ha 37 a 07 ca ha 20 a 17 ca ha 2 a 90 ca 1 ha 27 a 60 ca 4 ha 86 a 80 ca ha 19 a 80 ca ha 57 a 84 ca 1 ha 65 a 50 ca ha 80 a 30 ca 2 ha 50 a 80 ca 1 ha 01 a 61 ca 1 ha 56 a 65 ca 4 ha 01 a 25 ca 1 ha 31 a 30 ca ha 60 a 00 ca ha 54 a 00 ca ha 74 a 60 ca ha 15 a 50 ca ha 21 a 80 ca 4 ha 31 a 20 ca ha 42 a 20 ca ha 57 a 20 ca	GAEC DILLY à DOHEM
HALLINES	ZD 81 ZD 83 ZD 84 ZD 85	ha 59 a 90 ca ha 35 a 90 ca 1 ha 05 a 70 ca 1 ha 48 a 10 ca	
PIHEM	AD 87 ZM 4 ZB 2 ZM 5 AD 84 ZB 1 ZM 7 ZM 10 AD 69 ZM 3 ZB 3 ZB 5	ha 31 a 63 ca ha 25 a 14 ca ha 27 a 30 ca ha 94 a 99 ca ha 4 a 85 ca ha 46 a 90 ca ha 71 a 26 ca ha 98 a 23 ca ha 33 a 79 ca ha 26 a 89 ca 2 ha 06 a 20 ca 1 ha 78 a 70 ca	
REMILLY-WIRQUIN	ZC 73 ZC 78 ZC 74 ZC 76 ZC 77 A 683 ZC 71	1 ha 25 a 40 ca ha 65 a 38 ca 1 ha 33 a 39 ca ha 27 a 89 ca ha 93 a 46 ca ha 69 a 90 ca ha 30 a 21 ca	

Superficie totale : 178 ha 85 a 64 ca

Votre dossier est enregistré complet le 27/06/17 sous le numéro 62-17385.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **28/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les blens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,

  
Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-17378  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le 08 AOUT 2017

EARL DE LA FONTAINE BERSIN  
(Madame Marie-Noëlle WIART CADOT)  
4 route nationale  
59400 ANNEUX

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de l'Indivision CADOT Philippe (Madame Marie-Noëlle WIART CADOT) dont le siège social est situé à ANNEUX.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
BUISSY	ZH 21	ha 70 a 90 ca	INDIVISION CADOT Philippe à ANNEUX
	ZH 24	1 ha 39 a 40 ca	
	ZH 25	3 ha 77 a 30 ca	
	ZL 12	4 ha 59 a 10 ca	
	ZL 85	1 ha 65 a 49 ca	
	ZC 42	1 ha 94 a 40 ca	
	ZH 19	1 ha 39 a 20 ca	
	ZH 44	ha 11 a 00 ca	
	ZC 43	ha 26 a 50 ca	

Superficie totale : 15 ha 83 a 29 ca

Votre dossier est enregistré complet le 27/06/2017 sous le numéro 62-17378.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 28/10/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisée avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*  
*- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,*  
*- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-17392  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le **24 JUIL. 2017**

Monsieur Christophe HELLUIN  
4 rue de fer  
62123 BERLES-AU-BOIS

**Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet**

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'EARL WERQUIN (Madame Marie-Claire WERQUIN) dont le siège social est situé à BAILLEULMONT.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
BAILLEULMONT	A 155 A 156 A 527 B 672 B 687 B 688 A 285	ha 80 a 10 ca ha 76 a 60 ca ha 42 a 80 ca ha 38 a 30 ca ha 18 a 70 ca ha 59 a 70 ca ha 21 a 05 ca	EARL WERQUIN à BAILLEULMONT

**Superficie totale : 3 ha 37 a 25 ca**

**Votre dossier est enregistré complet le 30/06/2017 sous le numéro 62-17392.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **31/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*  
*- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,*  
*- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le

8 AOUT 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL FICHEUX HEQUET  
(Madame Brigitte FICHEUX,  
Messieurs Bertrand et Alexis FICHEUX)  
41 rue du Général de Gaulle  
62156 HAUCOURT

Réf : SEA/ND/62-17384a et b  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame, Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser :

- l'installation au sein de l'EARL FICHEUX HEQUET de Monsieur Alexis FICHEUX par la reprise et l'apport d'une superficie supplémentaire de 61 ha 44 a 34 ca provenant de Madame Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS ;
- l'entrée au sein de l'EARL FICHEUX HEQUET de Madame Brigitte FICHEUX par la reprise d'une superficie supplémentaire de 41 ha 00 a 71 ca.

L'EARL FICHEUX HEQUET ainsi composée sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place	
BULLECOURT	ZD 1 ZD 4	1 ha 34 a 00 ca ha 67 a 00 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT	
CHERISY	ZB 78 ZD 62	1 ha 85 a 80 ca 5 ha 13 a 00 ca		
	ZB 14 ZB 15 ZB 16	1 ha 01 a 00 ca 2 ha 03 a 00 ca 1 ha 64 a 45 ca	Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS	
	HENDECOURT-LES-CAGNICOURT	ZB 56	ha 90 a 60 ca	Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS
	ÉTAING	ZL 14 ZL 15	ha 19 a 20 ca 1 ha 03 a 00 ca	Brigitte FICHEUX à HAUCOURT
ÉTERPIGNY	ZC 3 ZC 4 ZA 59	2 ha 82 a 45 ca ha 48 a 25 ca ha 44 a 30 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT	
	ZB 14 ZB 18	2 ha 76 a 70 ca ha 10 a 85 ca	Brigitte FICHEUX à HAUCOURT	
	FONCQUEVILLERS	ZB 99 ZD 66 ZD 109 ZH 36 A 383 ZD 166 A 801 ZD 23 ZD 24 ZD 121 ZD 122 ZE 123	1 ha 27 a 80 ca ha 86 a 80 ca 2 ha 39 a 60 ca 1 ha 79 a 80 ca ha 17 a 90 ca 2 ha 30 a 80 ca ha 37 a 25 ca ha 60 a 10 ca 1 ha 73 a 00 ca ha 21 a 00 ca ha 57 a 40 ca ha 24 a 58 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
FONCQUEVILLERS	ZH 63 ZC 11 ZC 13 ZD 22 ZE 125 A 816 ZB 57 ZB 100 ZC 14 ZD 10 ZD 42 ZD 43 ZD 44 ZD 129 ZD 131 ZD 135 ZE 16 ZE 72 ZE 121 ZH 50 ZH 51 ZH 52 ZD 167 ZD 26	3 ha 99 a 90 ca 4 ha 73 a 70 ca ha 93 a 70 ca ha 99 a 80 ca 3 ha 97 a 83 ca ha 32 a 16 ca ha 89 a 90 ca 1 ha 25 a 20 ca ha 49 a 50 ca 2 ha 98 a 80 ca 1 ha 84 a 90 ca 1 ha 32 a 70 ca 2 ha 49 a 10 ca ha 16 a 42 ca 2 ha 06 a 21 ca ha 98 a 21 ca ha 84 a 80 ca 1 ha 99 a 40 ca 1 ha 03 a 10 ca 1 ha 21 a 50 ca ha 30 a 90 ca ha 22 a 10 ca ha 79 a 60 ca ha 16 a 20 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT
GOMMECOURT	ZC 18 ZC 19	3 ha 08 a 80 ca 1 ha 78 a 50 ca	Brigitte FICHEUX à HAUCOURT
HANNESCAMPS	ZE 25 ZE 27	6 ha 23 a 70 ca ha 16 a 80 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT
HAUCOURT	ZB 82 ZD 60 ZD 61 ZE 20 ZE 21 A 60 ZD 105 ZD 111 A 11 A 12 A 13 A 14 A 15 A 18 A 19 A 307 ZD 118 ZD 124 ZD 52 C 374 C 375 C 384 C 413 C 414 ZB 72 ZB 89 ZD 68 ZD 77 ZD 73 C 380 C 381 ZD 50 ZD 51 ZD 53 ZD 54 ZD 55	1 ha 40 a 56 ca 2 ha 88 a 27 ca 4 ha 93 a 01 ca 6 ha 49 a 30 ca 6 ha 84 a 06 ca ha 6 a 91 ca ha 31 a 56 ca 2 ha 67 a 00 ca ha 42 a 85 ca ha 69 a 51 ca ha 18 a 66 ca ha 32 a 19 ca ha 7 a 58 ca ha 42 a 86 ca ha 74 a 14 ca ha 5 a 46 ca ha 12 a 70 ca ha 66 a 20 ca ha 25 a 84 ca 1 ha 60 a 65 ca 1 ha 44 a 13 ca ha 35 a 76 ca ha 13 a 30 ca ha 39 a 41 ca 1 ha 89 a 05 ca 1 ha 14 a 00 ca 3 ha 37 a 07 ca ha 97 a 25 ca 1 ha 00 a 25 ca ha 16 a 96 ca ha 57 a 52 ca 1 ha 16 a 65 ca ha 24 a 24 ca 4 ha 44 a 84 ca ha 14 a 73 ca ha 27 a 40 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place		
HAUCOURT	ZD 56	1 ha 29 a 28 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS		
	ZE 9	2 ha 21 a 08 ca			
	ZE10	ha 59 a 69 ca			
	ZE 11	ha 56 a 82 ca			
	C 329	ha 79 a 00 ca			
	C 360	ha 20 a 99 ca	Brigitte FICHEUX à HAUCOURT		
	C 402	ha 21 a 10 ca			
	C 403	ha 23 a 11 ca			
	ZA 9	1 ha 06 a 54 ca			
	ZB 40	1 ha 74 a 67 ca			
	ZD 115	ha 20 a 22 ca			
	C 379	ha 40 a 44 ca			
	ZB 34	ha 16 a 92 ca			
	ZB 142	2 ha 55 a 48 ca			
	ZD 94	2 ha 73 a 69 ca			
	C 385	ha 7 a 66 ca			
	C 406	ha 11 a 09 ca			
	C 407	ha 3 a 42 ca			
	C 408	ha 15 a 32 ca			
	C 409	ha 5 a 72 ca			
	C 410	ha 18 a 14 ca			
	C 412	ha 11 a 23 ca			
	C 428	ha 14 a 33 ca			
	C 429	ha 4 a 42 ca			
	C 444	ha 14 a 56 ca			
	C 447	ha 33 a 07 ca			
	C 551	ha 20 a 11 ca			
	ZB 5	ha 93 a 19 ca			
	ZB 6	1 ha 54 a 31 ca			
	ZB 16	ha 35 a 22 ca			
	ZB 78	ha 38 a 25 ca			
	ZB 93	ha 33 a 47 ca			
	ZB 136	ha 90 a 00 ca			
	ZB 141	2 ha 08 a 27 ca			
	ZE 26	ha 59 a 09 ca			
	ZB 140	2 ha 66 a 43 ca			
	C 442	ha 16 a 54 ca			
	C 443	ha 9 a 00 ca			
	C 400	ha 33 a 58 ca			
	ZA 8	2 ha 57 a 21 ca			
	ZA 11	3 ha 12 a 40 ca			
	ZE 64	1 ha 67 a 73 ca			
	C 398	ha 36 a 52 ca			
	ZB 124	ha 26 a 59 ca			
	ZD 95	1 ha 36 a 84 ca			
	HENDECOURT- LÈS-CAGNICOURT	ZC 85		ha 22 a 86 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT
		ZB 38		ha 38 a 50 ca	
ZB 49		ha 95 a 20 ca			
ZC 37		ha 16 a 10 ca			
ZE 72		ha 20 a 60 ca			
ZI 95		ha 49 a 68 ca			
ZH 2		4 ha 02 a 30 ca			
ZH 3		2 ha 90 a 10 ca			
ZB 71		2 ha 90 a 00 ca			
ZB 72		3 ha 62 a 80 ca			
ZC 17		ha 90 a 50 ca			
ZC 36		1 ha 11 a 30 ca			
ZC 50		ha 13 a 30 ca			
ZC 79		1 ha 55 a 50 ca			
ZC 84		3 ha 84 a 82 ca			
ZC 86		ha 62 a 14 ca			
ZC 88		2 ha 38 a 51 ca			
ZD 34		ha 56 a 70 ca			

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
HENDECOURT-LÈS-CAGNICOURT	ZD 39	ha 15 a 00 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT
	ZD 49	ha 70 a 68 ca	
	ZE 10	1 ha 37 a 60 ca	
	ZE 11	ha 12 a 50 ca	
	ZE 14	ha 15 a 40 ca	
	ZH 76	ha 38 a 00 ca	
	ZI 96	ha 36 a 10 ca	
	ZK 55	ha 20 a 60 ca	
	ZK 66	1 ha 26 a 10 ca	
	ZB 37	1 ha 54 a 10 ca	
MONCHY-LE-PREUX	ZB 209	3 ha 51 a 14 ca	Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS
	ZC 3	ha 14 a 40 ca	
MONCHY-LE-PREUX	ZB 57	ha 76 a 20 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT
	ZD 80	ha 53 a 10 ca	
	ZD 39	1 ha 08 a 40 ca	
	ZD 57	5 ha 14 a 20 ca	
QUÉANT	ZD 58	ha 29 a 40 ca	Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS
	ZD 137	ha 85 a 40 ca	
REMY	ZD 11	2 ha 78 a 60 ca	Brigitte FICHEUX à HAUCOURT
	ZD 12	3 ha 09 a 20 ca	
	ZC 30	ha 55 a 70 ca	
	ZA 206	ha 61 a 13 ca	
	ZA 85	1 ha 44 a 30 ca	
	ZC 11	4 ha 18 a 30 ca	
REMY	ZC 45	ha 26 a 00 ca	Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS
	ZA 12	1 ha 28 a 70 ca	
	ZA 13	ha 41 a 50 ca	
SAILLY-AU-BOIS	ZA 14	1 ha 15 a 00 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT
	ZC 9	ha 41 a 10 ca	
SAILLY-AU-BOIS	ZC 8	ha 30 a 40 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT
	ZE 95	ha 85 a 84 ca	
SAINT-AMAND	ZE 97	1 ha 27 a 70 ca	EARL FICHEUX HEQUET à HAUCOURT
	ZA 56	2 ha 59 a 80 ca	
VIS-EN-ARTOIS	AC 168	ha 68 a 07 ca	Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS
	ZE 50	1 ha 28 a 24 ca	
	ZC 53	1 ha 08 a 99 ca	
	ZD 21	1 ha 88 a 16 ca	
	ZE 5	ha 36 a 13 ca	
	ZE 91	1 ha 05 a 35 ca	
	ZD 113	ha 86 a 86 ca	
	ZD 115	1 ha 05 a 00 ca	
	ZC 25	ha 24 a 15 ca	
	ZC 26	ha 17 a 46 ca	
	ZC 54	ha 30 a 81 ca	
	ZC 55	4 ha 89 a 04 ca	
	ZC 75	1 ha 94 a 80 ca	
	ZC 121	ha 75 a 65 ca	
	ZD 70	1 ha 20 a 00 ca	
	ZD 75	ha 59 a 40 ca	
	ZD 103	ha 30 a 07 ca	
	ZC 50	ha 98 a 68 ca	
	ZD 20	1 ha 66 a 26 ca	
	ZD 23	2 ha 25 a 66 ca	
	ZD 24	1 ha 34 a 13 ca	
	ZD 76	ha 41 a 10 ca	
	ZD 80	ha 36 a 70 ca	
VIS-EN-ARTOIS	ZC 56	ha 27 a 10 ca	Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS
	AC 169	ha 23 a 02 ca	
	AC 170	ha 45 a 88 ca	
	AC 225	ha 36 a 30 ca	
	AC 244	1 ha 05 a 00 ca	

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
VIS-EN-ARTOIS	ZA 12	2 ha 24 a 59 ca	Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS
	ZA 21	2 ha 39 a 28 ca	
	ZA 60	ha 21 a 47 ca	
	ZC 70	5 ha 88 a 00 ca	
	ZD 22	1 ha 00 a 70 ca	
	AC 171	ha 23 a 57 ca	
	AC 172	ha 16 a 19 ca	
	AD 61	ha 30 a 36 ca	
	AE 39	ha 41 a 23 ca	
	AE 40	ha 21 a 41 ca	
	AE 41	ha 40 a 82 ca	
	AH 85	ha 66 a 40 ca	
	AH 86	ha 73 a 66 ca	
	AH 87	ha 35 a 04 ca	
	AH 165	ha 31 a 41 ca	
	AH 166	ha 29 a 87 ca	
	AH 167	ha 10 a 00 ca	
	AH 168	ha 10 a 89 ca	
	AH 169	ha 4 a 58 ca	
	AH 171	ha 3 a 62 ca	
	AH 172	ha 1 a 98 ca	
	ZA 51	ha 77 a 90 ca	
	ZC 11	ha 27 a 16 ca	
	ZC 33	4 ha 47 a 48 ca	
	ZC 38	ha 17 a 36 ca	
	ZC 64	1 ha 35 a 10 ca	
	ZC 84	ha 10 a 25 ca	
	ZC 112	1 ha 09 a 41 ca	
	ZC 117	ha 70 a 00 ca	
	ZD 56	ha 77 a 07 ca	
	ZD 57	ha 41 a 55 ca	
	ZD 106	2 ha 45 a 00 ca	
	ZD 116	ha 19 a 32 ca	
ZD 120	ha 16 a 50 ca		
ZD 121	ha 69 a 99 ca		
ZD 123	3 ha 32 a 46 ca		
ZE 14	2 ha 04 a 92 ca		
ZE 15	1 ha 90 a 55 ca		
ZE 16	ha 34 a 07 ca		
ZE 92	ha 79 a 87 ca		
ZE 95	ha 45 a 00 ca		
ZC 80	ha 87 a 20 ca		
ZC 91	1 ha 62 a 50 ca		
ZD 42	ha 85 a 40 ca		
ZD 117	1 ha 10 a 44 ca		
ZC 66	1 ha 31 a 57 ca		
AC 167	ha 16 a 47 ca		
AC 243	ha 36 a 30 ca		
	ZC 43	ha 36 a 98 ca	Brigitte FICHEUX à HAUCOURT
	ZC 60	ha 29 a 30 ca	

**Superficie totale : 308 ha 10 a 37 ca**

**Votre dossier est enregistré complet le 27/06/17 sous le numéro 62-17384a et b.**



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 10<sup>e</sup> 9 JUL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL BOULET DELBARRE  
(Madame Lucie BOULET,  
Monsieur Sébastien BOULET  
et Monsieur Frédéric LEGAULT)  
124 rue de Cantraine  
62350 BUSNES

Réf : SEA/ND/62-17387  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame, Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser l'entrée au sein de l'EARL BOULET DELBARRE de Monsieur Frédéric LEGAULT par l'apport d'une superficie de 45 ha 41 a 96 ca provenant de son exploitation individuelle.

L'EARL BOULET DELBARRE ainsi composée sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
ALLOUAGNE (62)	ZI 13	ha 7 a 10 ca	EARL BOULET DELBARRE à BUSNES
	ZI 19	ha 34 a 40 ca	
	ZI 32	ha 28 a 80 ca	
	ZI 31	ha 26 a 60 ca	
	ZI 34	ha 56 a 20 ca	
	ZI 28	ha 14 a 30 ca	
	ZI 29	ha 22 a 80 ca	
	ZI 33	ha 34 a 10 ca	
	ZI 108	ha 69 a 50 ca	
	ZI 26	ha 13 a 00 ca	
	ZI 17	ha 46 a 30 ca	
	ZI 25	ha 13 a 00 ca	
	ZI 35	ha 18 a 80 ca	
	ZI 107	ha 69 a 50 ca	
	ZI 15	ha 21 a 90 ca	
	ZI 16	ha 29 a 00 ca	
	ZI 14	ha 9 a 70 ca	
	ZI 30	ha 20 a 80 ca	
	ZI 10	ha 2 a 10 ca	
	ZI 9	ha 2 a 10 ca	
ZI 12	ha 7 a 00 ca		
ZI 18	ha 31 a 80 ca		
ZI 11	ha 4 a 40 ca		
ZI 27	ha 13 a 30 ca		
AMES (62)	B 760	ha 22 a 72 ca	)
	B 762	ha 5 a 94 ca	
	B 761	ha 9 a 42 ca	
BURBURE (62)	AB 68	ha 66 a 44 ca	
	ZH 120	ha 28 a 20 ca	
	ZB 34	ha 35 a 17 ca	
	AB 120	ha 11 a 05 ca	

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
BURBURE (62)	ZD 124 ZB 65 AB 117 ZD 125 AB 645 ZB 36 ZD 116 AB 383 ZB 53 ZB 33 AB 119 ZB 63 ZH 126 ZB 35 ZD 123 ZB 62 ZD 120 ZD 119 AB 124 AB 125 AD 203 AD 204 AD 205	ha 43 a 76 ca ha 5 a 83 ca ha 22 a 39 ca ha 30 a 19 ca ha 8 a 48 ca ha 75 a 88 ca ha 3 a 04 ca ha 7 a 58 ca ha 2 a 88 ca ha 39 a 10 ca ha 11 a 05 ca ha 5 a 72 ca ha 40 a 32 ca ha 65 a 06 ca ha 46 a 04 ca ha 17 a 36 ca ha 43 a 74 ca ha 3 a 17 ca ha 63 a 40 ca ha 18 a 90 ca ha 36 a 98 ca ha 80 a 75 ca ha a 68 ca	EARL BOULET DELBARRE à BUSNES
	AB 73 ZB 23 ZB 24 ZB 55 ZD 126 ZH 64 ZH 66 ZH 67 ZH 124 ZH 125 AB 71 ZB 54 ZD 121 ZH 65 ZH 121 ZD 122 ZD 117 AB 688 AB 689 ZD 118 ZH 68 ZD 115 AB 72 AB 76 AB 115 AB 70 ZB 42 AB 118 ZH 123 AB 633 AB 77 AB 78	ha 3 a 53 ca ha 26 a 14 ca ha 18 a 87 ca ha 36 a 87 ca ha 14 a 63 ca ha 16 a 96 ca ha 26 a 84 ca ha 67 a 62 ca ha 67 a 29 ca ha 64 a 49 ca ha 13 a 20 ca ha 23 a 76 ca ha 87 a 19 ca ha 78 a 75 ca 2 ha 34 a 14 ca ha 14 a 42 ca ha 53 a 82 ca ha 1 a 02 ca ha 9 a 57 ca ha 22 a 35 ca ha 39 a 48 ca ha 4 a 91 ca ha 6 a 63 ca ha 5 a 36 ca ha 16 a 30 ca ha 13 a 20 ca ha 48 a 00 ca ha 11 a 05 ca 1 ha 61 a 21 ca ha 14 a 96 ca ha 5 a 01 ca ha 4 a 87 ca	
BUSNES (62)	ZL 119 ZL 117 ZL 118 ZL 3 ZL 4 ZA 3 ZA 4 ZE 220 ZE 221	ha 40 a 84 ca ha 85 a 45 ca ha 81 a 68 ca ha 56 a 00 ca ha 26 a 70 ca ha 65 a 01 ca 2 ha 61 a 25 ca ha 51 a 37 ca ha 3 a 66 ca	

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
BUSNES (62)	ZL 5	ha 91 a 73 ca	EARL BOULET DELBARRE à BUSNES
	ZL 6	ha 44 a 48 ca	
	ZL 10	ha 58 a 80 ca	
	ZL 180	ha 27 a 57 ca	
	ZL 182	ha 82 a 81 ca	
	AD 37	ha 21 a 81 ca	
	AD 174	ha 33 a 80 ca	
	ZL 9	ha 19 a 70 ca	
	ZL 147	ha 8 a 25 ca	
	ZL 148	ha 49 a 10 ca	
	ZB 36	ha 90 a 67 ca	
	ZB 38	2 ha 41 a 24 ca	
	AN 286	ha 89 a 68 ca	
	ZA 1	ha 15 a 69 ca	
	ZA 8	1 ha 30 a 10 ca	
	ZA 9	1 ha 88 a 22 ca	
	ZA 10	1 ha 12 a 13 ca	
	ZA 11	1 ha 92 a 99 ca	
	ZA 12	2 ha 94 a 47 ca	
	ZA 14	ha 21 a 09 ca	
ZA 34	3 ha 13 a 63 ca		
ZE 222	2 ha 10 a 39 ca		
ZL 114	2 ha 03 a 49 ca		
	ZL 116	ha 93 a 29 ca	
	ZL 184	ha 25 a 15 ca	
	ZB 46	ha 59 a 79 ca	
	ZE 217	ha 82 a 29 ca	
	ZL 12	ha 22 a 29 ca	
	ZL 190	ha 56 a 02 ca	
	AD 186	ha 19 a 35 ca	
	AD 419	ha 44 a 60 ca	
	ZB 48	1 ha 05 a 25 ca	
	ZB 49	ha 27 a 05 ca	
	ZB 50	ha 45 a 69 ca	
	ZB 53	ha 60 a 41 ca	
	ZB 69	ha 74 a 66 ca	
	ZD 17	1 ha 18 a 20 ca	
	ZD 102	ha 29 a 54 ca	
	AD 528	ha 5 a 05 ca	
	AB 364	ha 36 a 47 ca	
	ZB 12	ha 56 a 90 ca	
	ZB 52	ha 77 a 46 ca	
	ZD 100	ha 37 a 75 ca	
	ZD 101	ha 40 a 42 ca	
	AD 529	ha 20 a 26 ca	
	ZB 45	ha 56 a 32 ca	
	ZB 54	ha 45 a 26 ca	
	AB 277	ha 38 a 70 ca	
	AB 382	ha 72 a 49 ca	
	ZL 121	1 ha 20 a 23 ca	
	ZL 186	ha 22 a 51 ca	
	ZL 188	ha a 21 ca	
	ZD 16	ha 21 a 73 ca	
	ZD 99	ha 72 a 68 ca	
	ZA 2	ha 23 a 71 ca	
	ZB 47	1 ha 10 a 17 ca	
	AD 39	ha 23 a 32 ca	
	AD 38	ha 18 a 84 ca	
	ZD 98	ha 73 a 13 ca	
	ZL 2	ha 55 a 75 ca	
	ZA 33	ha 32 a 48 ca	
	ZA 15	ha 21 a 10 ca	
	ZA 32	ha 32 a 48 ca	
	ZL 1	ha 74 a 12 ca	

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
BUSNES (62)	ZA 16 ZA 31 ZD 11 ZB 37 ZD 97 ZL 122 ZL 113	1 ha 99 a 92 ca ha 32 a 48 ca ha 37 a 44 ca 1 ha 83 a 04 ca ha 76 a 30 ca 1 ha 24 a 77 ca 3 ha 37 a 78 ca	EARL BOULET DELBARRE à BUSNES
CANETTEMONT (62)	ZA 22	ha 64 a 60 ca	Frédéric LEGAULT à HOUVIN-HOUVIGNEUL
HOUVIN-HOUVIGNEUL (62)	ZC 31  B 360 ZC 22 ZC 33 ZE 40 ZI 60 ZC 30 B 278 ZC 24 ZC 29 B 285 ZE 32	ha 50 a 00 ca  3 ha 41 a 40 ca 3 ha 17 a 40 ca 1 ha 30 a 40 ca 2 ha 41 a 70 ca ha 26 a 47 ca ha 63 a 50 ca ha 30 a 20 ca 5 ha 14 a 90 ca ha 74 a 00 ca 1 ha 11 a 59 ca 1 ha 79 a 60 ca	
	ZC 27 ZC 28 ZC 16 ZC 32 ZO 29 ZI 16 ZC 23 ZE 41	3 ha 66 a 90 ca ha 80 a 50 ca 1 ha 06 a 50 ca 2 ha 71 a 60 ca 3 ha 31 a 70 ca 1 ha 12 a 40 ca 7 ha 90 a 90 ca ha 34 a 40 ca	
LILLERS (62)	ZN 55 ZP 21 ZW 73 ZT 19 ZT 23 BI 330 ZN 18 ZN 21 ZP 20 ZP 22 ZT 24 ZW 77 ZW 78 ZW 123 ZW 126 ZW 127 ZW 128 ZN 20 ZN 72 ZN 74 ZT 20 ZW 125 ZT 21 ZW 79 ZW 120 ZW 129 ZW 130 AW 88 ZT 18 ZW 76 ZW 121 ZW 122 ZT 22	ha 23 a 30 ca ha 18 a 80 ca ha 35 a 36 ca ha 4 a 71 ca ha 21 a 72 ca ha 28 a 08 ca ha 67 a 20 ca ha 68 a 70 ca ha 30 a 30 ca ha 20 a 20 ca ha 15 a 06 ca 3 ha 59 a 08 ca ha 74 a 46 ca 2 ha 43 a 50 ca ha 26 a 46 ca ha 57 a 04 ca ha 34 a 54 ca ha 63 a 20 ca ha 51 a 49 ca ha 53 a 13 ca ha 10 a 41 ca 1 ha 21 a 00 ca ha 21 a 42 ca ha 85 a 81 ca ha 14 a 95 ca ha 33 a 55 ca ha 9 a 30 ca ha 41 a 71 ca ha 3 a 77 ca ha 7 a 03 ca ha 66 a 44 ca ha 47 a 34 ca ha 16 a 86 ca	EARL BOULET DELBARRE à BUSNES

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
LILLERS (62)	ZW 68 ZW 74 ZW 75 ZW 69 ZW 124	ha 16 a 39 ca ha 20 a 06 ca 1 ha 63 a 23 ca ha 21 a 50 ca ha 51 a 48 ca	EARL BOULET DELBARRE à BUSNES
MONTS-EN-TERNOIS (62)	ZE 32	3 ha 01 a 30 ca	Frédéric LEGAULT à HOUVIN-HOUVIGNEUL
ROBECQ (62)	ZC 115 ZC 116 ZC 117 ZC 118 ZC 119 ZC 114 ZC 10 AL 13	ha 39 a 50 ca ha 54 a 80 ca ha 26 a 10 ca ha 25 a 00 ca 1 ha 30 a 35 ca ha 48 a 50 ca ha 13 a 41 ca ha 54 a 25 ca	EARL BOULET DELBARRE à BUSNES
SAINT-VENANT (62)	AP 31	ha 64 a 12 ca	
NIEPPE (59)	ZE 36 ZE 41	1 ha 17 a 70 ca 1 ha 25 a 80 ca	
STEENWERCK (59)	XB 20  YT 54 YT 31	ha 20 a 00 ca  ha 16 a 00 ca 3 ha 52 a 90 ca	
	YT 28 XB 19 YT 29 YT 32 YT 27 YT 33 YT 19 YT 26 YT 53 YT 40 XB 21 YT 30 YT 41 YT 52 YT 51 YT 20 YT 50 YT 89	ha 78 a 00 ca 10 ha 85 a 90 ca 1 ha 37 a 60 ca 2 ha 96 a 60 ca ha 45 a 90 ca ha 66 a 00 ca ha 77 a 90 ca 1 ha 93 a 30 ca ha 48 a 60 ca 1 ha 39 a 13 ca 1 ha 22 a 00 ca 3 ha 69 a 70 ca 1 ha 48 a 10 ca ha 77 a 50 ca ha 97 a 10 ca 1 ha 03 a 70 ca 3 ha 78 a 60 ca 1 ha 74 a 98 ca	

Superficie totale : 202 ha 38 a 41 ca

**Votre dossier est enregistré complet le 29/06/17 sous le numéro 62-17387.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **30/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,

  
Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*  
*- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,*  
*- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

---



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-17380  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le 24 JUL. 2017

EARL VANTORRE  
(Messieurs Étienne et Philippe VANTORRE)  
9 rue Lancino  
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Madame Edith LOGEZ de LABOURSE.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
CUINCHY	AC 70 ZA 4 ZA 5	ha 48 a 15 ca 1 ha 26 a 48 ca 4 ha 00 a 48 ca	Édith LOGEZ à LABOURSE
VERMELLES	ZC 15	2 ha 84 a 28 ca	

Superficie totale : 8 ha 59 a 39 ca

Votre dossier est enregistré complet le 03/07/2017 sous le numéro 62-17380.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 04/11/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

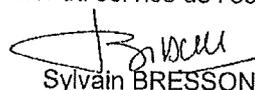
Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,

  
Sylvain BRESSON

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 9 JUIL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

INDIVISION LIBERT  
(Madame Marie-José LIBERT)  
93 avenue Saint-Exupéry  
62000 DAINVILLE

Réf : SEA/ND/62-17377  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

**Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet**

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser :

- la création de l'INDIVISION LIBERT à partir de l'exploitation individuelle de Monsieur Marc LIBERT ;
- l'installation au sein de l'INDIVISION LIBERT de Madame Marie-José LIBERT sans apport de superficie supplémentaire.

L'INDIVISION LIBERT ainsi composée sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
ACHICOURT	AS 245	ha 14 a 98 ca	Marc LIBERT à DAINVILLE
	ZB 22	1 ha 27 a 61 ca	
	ZB 111	ha 41 a 87 ca	
	ZB 116	ha 93 a 50 ca	
	ZB 26	ha 72 a 63 ca	
	ZB 27	ha 20 a 22 ca	
	ZB 32	ha 11 a 62 ca	
	ZB 33	ha 6 a 06 ca	
	ZB 34	5 ha 12 a 67 ca	
	ZB 122	1 ha 06 a 88 ca	
	ZB 123	ha 22 a 81 ca	
	ZA 223	ha 40 a 00 ca	
	ZB 11	ha 22 a 14 ca	
	ZB 30	ha 17 a 60 ca	
	ZB 31	ha 3 a 27 ca	
	ZB 37	ha 26 a 82 ca	
	ZB 38	ha 24 a 76 ca	
	ZB 39	ha 99 a 09 ca	
	ZB 113	ha 90 a 55 ca	
	ZB 126	ha 22 a 08 ca	
	ZB 23	ha 97 a 41 ca	
	ZB 24	ha 31 a 07 ca	
	ZB 25	ha 15 a 64 ca	
	ZB 12	ha 24 a 81 ca	
	ZB 16	ha 14 a 53 ca	
	ZB 8	ha 97 a 74 ca	
	ZB 29	ha 19 a 95 ca	
	ZB 2	ha 20 a 80 ca	
	ZB 17	ha 12 a 66 ca	
	AS 395	ha 16 a 10 ca	
	ZB 3	ha 19 a 76 ca	

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
ACHICOURT	ZB 4	ha 28 a 13 ca	Marc LIBERT à DAINVILLE
	ZB 7	ha 56 a 60 ca	
	ZB 9	ha 70 a 39 ca	
	ZB 15	ha 15 a 00 ca	
	ZB 19	ha 6 a 06 ca	
	ZB 20	7 ha 44 a 72 ca	
	ZB 21	ha 48 a 69 ca	
	ZB 28	ha 44 a 17 ca	
	ZB 10	ha 22 a 04 ca	
	AN 60	ha 20 a 91 ca	
	AS 271	ha 19 a 50 ca	
	ZB 1	ha 29 a 55 ca	
	ZB 135	ha 66 a 25 ca	
	ZB 18	ha 10 a 77 ca	
	ZB 13	ha 15 a 19 ca	
	BE 43	ha 13 a 58 ca	
	ZB 14	ha 26 a 87 ca	
ZB 129	ha 41 a 04 ca		
AGNEZ-LÈS-DUISANS	ZC 146	ha 16 a 45 ca	
	ZC 153	ha 31 a 65 ca	
	ZC 144	ha 16 a 70 ca	
	ZC 72	ha 74 a 00 ca	
AGNY	A 1255	ha 32 a 69 ca	
	A 40	ha 22 a 63 ca	
	A 1256	ha 32 a 70 ca	
ARRAS	BL 208	1 ha 22 a 00 ca	
	BL 213	ha 80 a 00 ca	
	BL 214	ha 30 a 00 ca	
DAINVILLE	BL 82	ha 64 a 50 ca	
	BL 85	ha 31 a 50 ca	
	ZI 23	ha 72 a 67 ca	
	ZI 24	4 ha 99 a 92 ca	
	AD 337	ha 48 a 59 ca	
	AD 339	ha 10 a 80 ca	
	AD 341	ha 18 a 51 ca	
	AI 41	ha 11 a 72 ca	
	AI 416	ha 9 a 50 ca	
	ZI 18	ha 20 a 60 ca	
	ZN 45	ha 79 a 94 ca	
	ZN 55	ha 37 a 66 ca	
	ZN 59	ha 66 a 21 ca	
	ZN 61	2 ha 29 a 59 ca	
	ZO 22	5 ha 68 a 73 ca	
	ZP 37	6 ha 36 a 44 ca	
	ZP 38	1 ha 11 a 12 ca	
	ZR 42	ha 86 a 79 ca	
	ZR 46	1 ha 10 a 78 ca	
	AI 430	ha 13 a 55 ca	
	ZN 56	ha 56 a 43 ca	
	ZN 57	ha 83 a 78 ca	
	ZN 62	1 ha 91 a 43 ca	
	ZN 63	ha 89 a 18 ca	
	ZP 29	1 ha 35 a 06 ca	
	ZP 30	ha 40 a 46 ca	
	ZP 33	ha 39 a 69 ca	
ZP 34	ha 12 a 30 ca		
ZR 44	ha 75 a 49 ca		
ZI 14	ha 57 a 74 ca		
ZI 15	1 ha 28 a 08 ca		
ZP 32	ha 42 a 97 ca		
AD 47	ha 32 a 20 ca		

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
DAINVILLE	AD 52	ha 20 a 26 ca	Marc LIBERT à DAINVILLE
	AD 53	ha 26 a 74 ca	
	ZP 35	6 ha 22 a 65 ca	
	ZP 36	4 ha 48 a 00 ca	
	ZR 41	2 ha 97 a 70 ca	
	ZR 43	ha 18 a 85 ca	
	ZK 43	3 ha 39 a 80 ca	
	ZH 373	6 ha 67 a 91 ca	
	AD 38	ha 20 a 94 ca	
	AD 46	ha 32 a 55 ca	
	AD 50	ha 15 a 00 ca	
	AD 326	ha 11 a 67 ca	
	AD 327	ha 22 a 77 ca	
	AD 329	ha 19 a 74 ca	
	ZH 333	ha 85 a 83 ca	
	ZP 27	ha 99 a 26 ca	
	ZO 24	2 ha 26 a 20 ca	
	ZP 31	ha 94 a 06 ca	
	ZN 58	ha 34 a 59 ca	
	ZI 21	ha a 20 ca	
	AD 27	ha 43 a 94 ca	
	AD 55	ha 20 a 66 ca	
	AI 170	ha 20 a 17 ca	
	ZP 28	ha 92 a 40 ca	
	AD 54	ha 21 a 41 ca	
	ZL 90	ha 94 a 80 ca	
	ZL 91	ha 93 a 45 ca	
	ZL 92	ha 95 a 40 ca	
	ZL 93	1 ha 54 a 60 ca	
	ZN 38	3 ha 14 a 27 ca	
	ZN 40	2 ha 08 a 99 ca	
	ZN 41	2 ha 57 a 24 ca	
	ZN 42	1 ha 15 a 18 ca	
	ZN 43	ha 53 a 25 ca	
	ZN 44	ha 48 a 10 ca	
	ZO 28	6 ha 27 a 99 ca	
	ZN 68	3 ha 95 a 60 ca	
	ZN 67	3 ha 09 a 20 ca	
	ZO 25	ha 32 a 35 ca	
	AI 172	ha 6 a 57 ca	
	AI 444	ha 5 a 34 ca	
	AI 191	ha 19 a 09 ca	
	AI 192	ha 44 a 21 ca	
	AI 429	ha 5 a 99 ca	
	ZI 17	1 ha 72 a 67 ca	
	ZI 19	ha 73 a 27 ca	
	ZI 20	ha 75 a 73 ca	
	ZN 64	1 ha 17 a 54 ca	
	ZN 65	8 ha 80 a 25 ca	
	ZN 23	5 ha 83 a 29 ca	
	ZI 22	1 ha 19 a 16 ca	
	ZI 16	ha 15 a 70 ca	
	AD 333	ha 48 a 30 ca	
	ZO 26	ha 59 a 29 ca	
	ZN 60	ha 36 a 08 ca	
	AD 41	ha 22 a 74 ca	
	AK 146	ha 34 a 94 ca	
	AD 345	ha 48 a 61 ca	
	ZR 45	ha 24 a 92 ca	
	AD 335	ha 42 a 35 ca	
	AI 194	ha 21 a 93 ca	
	ZN 69	1 ha 58 a 28 ca	
	AI 40	ha 21 a 75 ca	
	AI 204	ha 19 a 72 ca	

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
DAINVILLE	ZO 27	2 ha 02 a 09 ca	Marc LIBERT à DAINVILLE
GOUVES	A 1	ha 74 a 90 ca	
	A 373	ha 68 a 95 ca	
	A 372	ha 68 a 90 ca	
WAILLY	AB 46	ha 26 a 32 ca	
	AB 43	ha 27 a 95 ca	
	AB 45	ha 19 a 75 ca	
WARLUS	ZI 7	1 ha 68 a 30 ca	

Superficie totale : 166 ha 38 a 04 ca

**Votre dossier est enregistré complet le 26/06/17 sous le numéro 62-17377.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **27/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisée avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-17372  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le

4 JUL. 2017

Monsieur Benoît DANVIN  
21 rue de la cavée  
62960 LIGNY-LÈS-AIRE

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 74 ha 72 a 33 ca détaillée ci-dessous.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
AUCHY-AU-BOIS	C 33 A 203	ha 39 a 71 ca ha 48 a 40 ca	Daniel DANVIN à LIGNY-LÈS-AIRE
FEBVIN-PALFART	ZR 16	ha 19 a 67 ca	
	ZS 27	ha 13 a 01 ca	
	AC 162	ha 69 a 60 ca	
	ZP 12	2 ha 81 a 08 ca	
	ZP 30	1 ha 80 a 80 ca	
	ZP 34	ha 44 a 10 ca	
	ZR 15	ha 95 a 22 ca	
LESPESSES	ZS 28	1 ha 38 a 73 ca	
	ZA 77	1 ha 43 a 80 ca	
LIÈRES	A 287	ha 38 a 50 ca	
	A 357	ha 51 a 24 ca	
LIGNY-LÈS-AIRE	A 433	ha 13 a 23 ca	
	A 500	ha 31 a 86 ca	
	C 124	ha 9 a 63 ca	
	C 126	ha 32 a 18 ca	
	C 136	ha 24 a 90 ca	
	C 149	ha 32 a 18 ca	
	C 302	ha 27 a 57 ca	
	C 303	ha 28 a 72 ca	
	C 307	ha 11 a 02 ca	
	C 486	ha 22 a 30 ca	
	C 506	ha 18 a 30 ca	
	C 509	ha 16 a 95 ca	
	D 13	ha 32 a 90 ca	
	AE 74	ha 44 a 16 ca	
	AE 75	ha 37 a 58 ca	
	AE 85	ha 21 a 35 ca	
	AE 86	ha 42 a 78 ca	
ZB 37	ha 15 a 40 ca		
ZC 13	1 ha 74 a 28 ca		
C 122	ha 22 a 10 ca		

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
LIGNY-LÈS-AIRE	C 214	ha 17 a 10 ca	Daniel DANVIN à LIGNY-LÈS-AIRE
	C 309	ha 50 a 60 ca	
	C 477	ha 12 a 20 ca	
	C 478	ha 1 a 50 ca	
	C 487	ha 43 a 00 ca	
	C 488	ha 57 a 60 ca	
	C 510	ha 16 a 95 ca	
	C 513	ha 30 a 20 ca	
	C 726	ha 34 a 06 ca	
	D 2	ha 70 a 40 ca	
	C 515	ha 21 a 30 ca	
	C 518	ha 20 a 70 ca	
	C 522	ha 20 a 50 ca	
	C 523	ha 40 a 80 ca	
	C 556	ha 11 a 15 ca	
	C 557	ha 30 a 55 ca	
	D 286	1 ha 12 a 30 ca	
	AE 72	ha 45 a 95 ca	
	AE 190	ha 89 a 74 ca	
	AE 208	ha 7 a 41 ca	
	ZC 10	1 ha 09 a 61 ca	
	ZC 12	ha 19 a 94 ca	
	C 511	ha 15 a 40 ca	
	D 96	ha 33 a 70 ca	
	C 159	6 ha 41 a 50 ca	
	D 142	3 ha 44 a 30 ca	
	C 215	ha 16 a 00 ca	
	C 148	ha 32 a 18 ca	
	C 295	ha 42 a 92 ca	
	AE 99	ha 35 a 40 ca	
	C 125	ha 12 a 30 ca	
	C 225	ha 32 a 70 ca	
	C 229	ha 20 a 10 ca	
	C 608	ha 44 a 65 ca	
	A 435	ha 24 a 08 ca	
	A 444	ha 6 a 79 ca	
	C 520	ha 26 a 67 ca	
	C 43	ha 14 a 38 ca	
	C 246	ha 59 a 80 ca	
	C 274	ha 56 a 70 ca	
	C 275	1 ha 06 a 40 ca	
	C 396	ha 27 a 00 ca	
	C 514	ha 52 a 10 ca	
	ZA 51	ha 15 a 50 ca	
	C 609	ha 44 a 65 ca	
	C 63	ha 43 a 48 ca	
	C 156	2 ha 96 a 75 ca	
	C 187	ha 25 a 30 ca	
	C 362	ha 73 a 54 ca	
	C 373	ha 22 a 35 ca	
	C 494	ha 58 a 30 ca	
	C 512	ha 52 a 10 ca	
	C 562	ha 30 a 00 ca	
	C 563	ha 52 a 30 ca	
	D 30	ha 22 a 80 ca	
	AE 64	ha 56 a 68 ca	
	C 38	ha 32 a 70 ca	
	C 183	ha 14 a 20 ca	
	C 301	ha 14 a 30 ca	
	AE 87	ha 43 a 00 ca	
	AE 88	ha 41 a 51 ca	
	AE 207	ha 14 a 74 ca	

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
LIGNY-LÈS-AIRE	D 386 C 53 C 55 C 140 C 221 C 230 C 300 C 521 A 417 D 385 A 432 A 437 A 438 A 439 C 297 C 482 C 495 C 188 D 120 D 139 D 422 C 305 ZA 50 C 493 C 516 ZB 34 D 119 D 118 C 123 ZB 33 ZB 38 C 189 C 39 C 304 C 372 C 479 C 491 C 492 D 27 C 99 C 138 ZB 35 C 227 AE 166 ZB 36 C 555 C 247 AE 165 AE 176 C 121 C 228 C 517 AE 175 A 436 C 190	ha 59 a 90 ca ha 20 a 20 ca ha 12 a 50 ca ha 12 a 30 ca ha 33 a 20 ca ha 21 a 50 ca ha 50 a 75 ca ha 42 a 40 ca ha 14 a 70 ca ha 76 a 80 ca ha 80 a 87 ca ha 19 a 26 ca ha 22 a 87 ca ha 20 a 87 ca ha 80 a 19 ca ha 8 a 57 ca ha 15 a 80 ca ha 21 a 50 ca ha 41 a 80 ca 1 ha 10 a 33 ca 1 ha 35 a 00 ca ha 18 a 30 ca ha 29 a 40 ca 1 ha 01 a 10 ca ha 10 a 30 ca ha 43 a 50 ca ha 7 a 46 ca ha 4 a 94 ca ha 10 a 07 ca ha 29 a 10 ca ha 43 a 20 ca ha 11 a 20 ca ha 32 a 80 ca ha 37 a 36 ca ha 1 a 78 ca ha 19 a 34 ca ha 44 a 65 ca 1 ha 54 a 00 ca ha 42 a 80 ca ha 46 a 46 ca ha 20 a 70 ca 1 ha 25 a 20 ca ha 6 a 20 ca ha 15 a 20 ca ha 27 a 00 ca ha 9 a 20 ca ha 13 a 20 ca ha 13 a 10 ca ha 36 a 10 ca ha 20 a 60 ca ha 6 a 20 ca ha 5 a 50 ca ha 5 a 60 ca ha 25 a 01 ca ha 10 a 70 ca	Daniel DANVIN à LIGNY-LÈS-AIRE
NÉDONCHEL	ZA 27	1 ha 08 a 38 ca	
SAINT-HILAIRE-COTTES	ZH 72	1 ha 49 a 30 ca	

Superficie totale : 74 ha 72 a 34 ca

Votre dossier est enregistré complet le 20/06/2017 sous le numéro 62-17372.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **21/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,

  
Mathilde GUERAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **30 JUIN 2017**

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

**EARL FRANQUE**  
(Madame Aurélie FRANQUE  
et Monsieur Thierry FRANQUE)  
117 Route départementale 227  
62610 NIELLES-LÈS-ARDRES

Réf : SEA/ND/62-17363  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

**Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet**

Madame et Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Patrice CALAIS de SAINT-TRICAT.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
PIHEN-LÈS-GUÏNES	AC 84	2 ha 68 a 61 ca	Patrice CALAIS à SAINT-TRICAT
SAINT-TRICAT	ZD 9	12 ha 16 a 36 ca	

**Superficie totale : 14 ha 84 a 97 ca**

**Votre dossier est enregistré complet le 15/06/2017 sous le numéro 62-17363.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **16/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les blens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame et Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **09 JUL. 2017**

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur Frédéric DELCOUR  
5 rue de Gouy  
62123 WANQUETIN

Réf : SEA/ND/62-17376  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : **contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet**

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Madame Annie LANVIN de VIS-EN-ARTOIS.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
HAUCOURT	A 4 ZA 13	ha 71 a 70 ca 1 ha 97 a 79 ca	Annie LANVIN à VIS-EN-ARTOIS
VIS-EN-ARTOIS	AD 97 ZB 3	ha 43 a 24 ca 1 ha 50 a 30 ca	
	ZD 28	1 ha 95 a 79 ca	

**Superficie totale : 6 ha 58 a 82 ca**

**Votre dossier est enregistré complet le 26/06/2017 sous le numéro 62-17376.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **27/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

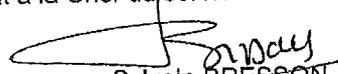
Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,

  
Sylvain BRESSON

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le

04 JUIL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Madame Laurine DELANNOY  
46 rue du rossignol  
62240 LONGFOSSÉ

Réf : SEA/ND/62-17368  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 80 ha 16 a 38 ca détaillée ci-dessous.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
COURSET	A 252	1 ha 70 a 65 ca	EARL FERME SAINTE-GERTRUDE à LONGFOSSÉ
DOUDEAUVILLE	A 9	3 ha 04 a 10 ca	
	A 55	ha 77 a 70 ca	
	A 56	3 ha 50 a 84 ca	
	A 386	ha 80 a 13 ca	
LONGFOSSÉ	AC 153	ha 19 a 40 ca	
	AC 206	ha 18 a 93 ca	
	AK 17	2 ha 14 a 10 ca	
	AK 18	ha 63 a 90 ca	
	AK 193	ha 17 a 20 ca	
	AK 203	1 ha 04 a 35 ca	
	AC 59	ha 92 a 30 ca	
	AC 60	ha 23 a 40 ca	
	AC 61	ha 27 a 30 ca	
	AC 66	ha 99 a 70 ca	
	AC 195	ha 85 a 70 ca	
	AK 22	3 ha 30 a 35 ca	
	AK 23	1 ha 12 a 72 ca	
	AK 42	1 ha 50 a 19 ca	
	AK 46	2 ha 97 a 50 ca	
	AK 47	1 ha 00 a 08 ca	
	AK 195	ha 78 a 44 ca	
	AK 197	1 ha 23 a 40 ca	
	AK 199	ha 6 a 18 ca	
	AK 201	ha 81 a 69 ca	
	AC 25	3 ha 41 a 90 ca	
	AD 53	ha 52 a 00 ca	
	AD 104	1 ha 15 a 30 ca	
	AD 105	3 ha 61 a 30 ca	
	AD 106	ha 95 a 64 ca	
	AD 107	ha 95 a 59 ca	
AD 108	1 ha 50 a 67 ca		
AD 112	1 ha 74 a 70 ca		
AD 113	2 ha 81 a 10 ca		
AD 160	ha 2 a 34 ca		
AD 163	ha 6 a 00 ca		
AD 164	ha 44 a 36 ca		
AD 222	3 ha 31 a 72 ca		

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
LONGFOSSÉ	AD 224	ha 1 a 14 ca	EARL FERME SAINTE-GERTRUDE à LONGFOSSÉ
	AD 226	ha 38 a 88 ca	
	AD 50	1 ha 31 a 20 ca	
	AD 51	3 ha 50 a 00 ca	
	AD 52	1 ha 66 a 60 ca	
	AD 60	ha 89 a 30 ca	
	AD 61	2 ha 27 a 47 ca	
	AD 63	1 ha 58 a 71 ca	
	AD 84	1 ha 16 a 60 ca	
	AD 85	1 ha 67 a 28 ca	
	AD 121	ha 22 a 05 ca	
	AD 129	1 ha 08 a 30 ca	
	AD 132	2 ha 15 a 60 ca	
	AD 135	2 ha 31 a 63 ca	
	AD 115	1 ha 11 a 10 ca	
	AD 116	ha 66 a 40 ca	
	AD 122	ha 74 a 20 ca	
	AD 124	ha 35 a 66 ca	
AD 133	1 ha 13 a 31 ca		
AD 134	1 ha 10 a 52 ca		
WIRWIGNES	C 228	ha 22 a 80 ca	
	C 535	ha 34 a 10 ca	
	C 534	ha 24 a 58 ca	
	C 312	1 ha 42 a 52 ca	
	C 224	ha 8 a 44 ca	
	C 23	ha 36 a 00 ca	
	C 533	1 ha 29 a 12 ca	

Superficie totale : 80 ha 16 a 38 ca

Votre dossier est enregistré complet le 19/06/2017 sous le numéro 62-17368.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 20/10/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisée avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-17374  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le

17 9 JUIL. 2017

Monsieur Jérôme ROUSSEL  
40 rue du moulin bon  
62575 BLENEDECQUES

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'EARL ALLOUCHERY JEAN-CLAUDE (Monsieur Jean-Claude ALLOUCHERY) dont le siège social est situé à HEURINGHEM.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
BLENEDECQUES	ZH 52	1 ha 73 a 45 ca	EARL ALLOUCHERY JEAN-CLAUDE à HEURINGHEM
	ZH 163	1 ha 73 a 39 ca	
	ZH 38	1 ha 35 a 87 ca	
	ZH 41	ha 15 a 78 ca	
	ZH 164	1 ha 66 a 40 ca	
	ZH 49	2 ha 51 a 83 ca	
	ZH 20	ha 70 a 54 ca	
	ZH 6	ha 77 a 17 ca	

Superficie totale : 10 ha 64 a 43 ca

Votre dossier est enregistré complet le 23/06/2017 sous le numéro 62-17374.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 24/10/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

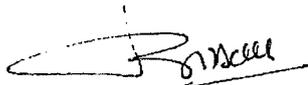
Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*  
*- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,*  
*- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **26** JUIL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur Morgan MERLIN  
22 Place des Tilleuls  
62170 SEMPY

Réf : SEA/ND/62-17365  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 49 ha 18 a 76 ca détaillée ci-dessous.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
AIX-EN-ISSART	ZE 52 ZE 51	ha 74 a 10 ca ha 45 a 00 ca	David MERLIN à SEMPY
ALETTE	C 230	2 ha 27 a 28 ca	
CLENLEU	C 176	1 ha 71 a 60 ca	
HUMBERT	ZD 32	ha 23 a 28 ca	
SEMPY	ZB 34	1 ha 08 a 90 ca	
	B 11	ha 39 a 30 ca	
	B 12	ha 41 a 55 ca	
	ZA 76	ha 75 a 30 ca	
	ZA 78	3 ha 42 a 70 ca	
	ZC 68	1 ha 10 a 00 ca	
	ZH 16	4 ha 66 a 50 ca	
	ZA 46	1 ha 59 a 00 ca	
	ZB 35	ha 46 a 80 ca	
	ZC 41	ha 70 a 60 ca	
	ZC 42	ha 14 a 70 ca	
	ZC 43	ha 59 a 50 ca	
	ZC 44	1 ha 30 a 40 ca	
	ZD 13	5 ha 80 a 00 ca	
	ZA 6	4 ha 33 a 70 ca	
	ZA 84	ha 50 a 30 ca	
	B 374	2 ha 41 a 25 ca	
	B 376	ha 12 a 10 ca	
ZC 40	1 ha 70 a 20 ca		
ZA 45	ha 89 a 28 ca		
ZC 11	1 ha 97 a 51 ca		
ZH 14	3 ha 17 a 91 ca		
ZB 12	6 ha 00 a 00 ca		
ZC 67	ha 20 a 00 ca		

Superficie totale : 49 ha 18 a 76 ca

Votre dossier est enregistré complet le 17/07/2017 sous le numéro 62-17365.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 18/11/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 04 JUIL. 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur Marc-Antoine FLAMENT  
3 Grand Place  
62180 VERTON

Réf : SEA/ND/62-17360  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 69 ha 44 a 37 ca détaillée ci-dessous.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
CONCHIL-LE-TEMPLE	ZK 21	ha 52 a 96 ca	Thierry FLAMENT à VERTON
LÉPINE	ZB 24	ha 88 a 05 ca	
	ZB 9	9 ha 20 a 87 ca	
	ZA 12	ha 72 a 68 ca	
RANG-DU-FLIERS	BC 61	1 ha 14 a 42 ca	
	BC 32	ha 9 a 84 ca	
	AP 34	ha 90 a 30 ca	
	ZD 40	ha 54 a 89 ca	
	AP 24	ha 76 a 20 ca	
	AP 25	ha 41 a 20 ca	
	AP 26	ha 41 a 95 ca	
	AP 35	ha 87 a 35 ca	
VERTON	ZC 13	1 ha 21 a 40 ca	
	ZD 67	1 ha 36 a 48 ca	
	ZD 49	ha 37 a 27 ca	
	ZC 12	1 ha 08 a 60 ca	
	ZD 36	3 ha 25 a 94 ca	
	ZD 38	ha 41 a 78 ca	
	ZH 34	1 ha 96 a 90 ca	
	AI 48	1 ha 21 a 59 ca	
	AI 49	ha 71 a 40 ca	
	AI 58	ha 89 a 22 ca	
	AI 71	1 ha 13 a 60 ca	
	ZD 15	9 ha 41 a 90 ca	
	ZD 45	1 ha 75 a 99 ca	
	AI 53	1 ha 40 a 54 ca	
	ZD 40	ha 88 a 92 ca	
	ZD 42	1 ha 93 a 23 ca	
	ZC 14	2 ha 17 a 70 ca	
ZC 15	4 ha 32 a 80 ca		
ZH 23	ha 79 a 80 ca		
AM 127	ha 84 a 20 ca		

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
VERTON	ZC 36	1 ha 90 a 10 ca	Thierry FLAMENT à VERTON
	ZD 18	ha 42 a 60 ca	
	ZD 17	ha 56 a 90 ca	
WABEN	AK 80	ha 35 a 16 ca	
	AK 32	ha 31 a 09 ca	
	AK 33	ha 61 a 57 ca	
	ZB 5	6 ha 19 a 50 ca	
	ZB 17	2 ha 81 a 00 ca	
	ZB 6	ha 14 a 40 ca	
	ZB 19	6 ha 12 a 44 ca	
	AB 34	1 ha 34 a 10 ca	

Superficie totale : 74 ha 48 a 83 ca

Votre dossier est enregistré complet le 13/06/2017 sous le numéro 62-17360.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 14/10/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,

  
Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **26 JUL. 2017**

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Madame Séverine PIMBERT  
1 rue du Feu  
62000 DAINVILLE

Réf : SEA/ND/62-17349  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 36 ha 69 a 47 ca, détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Jean-Michel SÉGARD.

COMMUNES	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
DAINVILLE	ZS 47	ha 41 a 93 ca	Jean-Michel SÉGARD
	ZS 46	1 ha 27 a 51 ca	
	ZN 50	ha 50 a 05 ca	
	ZS 48	ha 83 a 62 ca	
	ZS 05	ha 12 a 25 ca	
	ZS 43	ha 44 a 43 ca	
	ZO 08	1 ha 95 a 84 ca	
	ZN 51	4 ha 12 a 62 ca	
	ZN 44	ha 23 a 21 ca	
	ZS 03	ha 20 a 24 ca	
	ZS07	1 ha 33 a 68 ca	
	ZN 47	3 ha 47 a 55 ca	
	ZR 37	ha 92 a 20 ca	
	ZR 38	ha 96 a 95 ca	
	ZM 15	ha 14 a 21 ca	
	ZS 04	ha 6 a 28 ca	
	ZO 09	4 ha 35 a 30 ca	
	ZS 45	ha 45 a 42 ca	
	ZL 17	ha 62 a 86 ca	
	ZP 01	1 ha 23 a 55 ca	
	ZS 49	ha 41 a 86 ca	
	ZL 18	1 ha 03 a 70 ca	
	ZO 10	1 ha 13 a 29 ca	
	ZO 11	1 ha 10 a 16 ca	
	ZS 38	3 ha 04 a 12 ca	
	ZL 15	ha 82 a 57 ca	
	ZL 16	ha 69 a 20 ca	
	ZN 46	1 ha 77 a 17 ca	
	ZS 06	ha 9 a 47 ca	
	ZS 08	ha 33 a 79 ca	
ZS 42	ha 41 a 68 ca		
ZS 41	ha 53 a 30 ca		
ZS 39	ha 54 a 46 ca		
ZS 40	1 ha 05 a 00 ca		

Superficie totale : 36 ha 69 a 47 ca

**Votre dossier est enregistré complet le 11/07/2017 sous le numéro 62-17349.**

Mes services vont procéder à l'Instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **12/11/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisée avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agrèer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 00 JUIN 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

SCEA POPIEUL  
(Madame Fabienne POPIEUL  
et Monsieur Gilbert POPIEUL)  
2119 rue du blanc pignon  
62370 ZUTKERQUE

Réf : SEA/ND/62-17358  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame et Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser :

- la création de la SCEA POPIEUL à partir de l'exploitation individuelle de Monsieur Gilbert POPIEUL ;
- l'installation au sein de la SCEA POPIEUL de Madame Fabienne POPIEUL sans apport de superficie supplémentaire.

La SCEA POPIEUL ainsi composée sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
AUDRUICQ	D 934 D 933 C 363 D 357 D 379 D 380 D 1210	ha 96 a 86 ca ha 56 a 80 ca 1 ha 14 a 50 ca ha 73 a 06 ca 1 ha 50 a 70 ca ha 16 a 82 ca ha 55 a 45 ca	Gilbert POPIEUL à ZUTKERQUE
NORTKERQUE	A 81 AD 57	1 ha 31 a 20 ca ha 63 a 30 ca	
POLINCOVE	A 9 A 6 A 39 A 46 A 53 A 689 ZC 18 ZC 20 ZC 41 ZC 17 A 175 ZC 21 ZC 22 ZC 19 ZC 40 AA 29 AC 89	ha 69 a 00 ca ha 36 a 30 ca ha 75 a 50 ca ha 60 a 25 ca ha 88 a 00 ca ha 24 a 08 ca ha 51 a 71 ca 1 ha 12 a 99 ca ha 58 a 84 ca 1 ha 25 a 25 ca 1 ha 33 a 00 ca ha 83 a 74 ca ha 45 a 01 ca ha 86 a 02 ca 1 ha 55 a 05 ca ha 77 a 63 ca 1 ha 38 a 25 ca	
RECQUES-SUR-HEM	ZB 25  ZB 26 ZB 24	6 ha 31 a 50 ca  ha 93 a 30 ca 1 ha 66 a 50 ca	

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
ZUTKERQUE	A 100	ha 87 a 20 ca	Gilbert POPIEUL à ZUTKERQUE
	A 763	ha 39 a 93 ca	
	A 158	ha 67 a 52 ca	
	A 185	ha 82 a 13 ca	
	A 430	1 ha 27 a 10 ca	
	A 438	ha 98 a 20 ca	
	A 441	2 ha 00 a 20 ca	
	A 551	ha 48 a 07 ca	
	A 439	ha 60 a 95 ca	
	A 401	ha 33 a 40 ca	
	AA 34	ha 73 a 98 ca	
	A 253	ha 72 a 80 ca	
	AN 20	ha 49 a 29 ca	
	A 32	1 ha 00 a 60 ca	
	A 38	1 ha 95 a 80 ca	
	A 44	ha 57 a 65 ca	
	AM 1	ha 49 a 79 ca	
	A 410	ha 46 a 90 ca	
	A 412	ha 77 a 90 ca	
	A 417	1 ha 01 a 25 ca	
	A 400	ha 77 a 30 ca	
	A 408	ha 30 a 15 ca	
	A 427	1 ha 45 a 10 ca	
	A 494	1 ha 00 a 10 ca	
	A 536	ha 75 a 50 ca	
	A 542	ha 21 a 80 ca	
	A 592	ha 43 a 30 ca	
	A 593	ha 29 a 33 ca	
	B 11	ha 59 a 10 ca	
	AL 8	ha 45 a 74 ca	
	AM 35	ha 64 a 82 ca	
	A 98	1 ha 01 a 11 ca	
	A 114	1 ha 70 a 70 ca	
	A 152	ha 79 a 30 ca	
	A 154	ha 49 a 80 ca	
	A 159	ha 37 a 60 ca	
	A 160	ha 78 a 20 ca	
	A 162	ha 54 a 70 ca	
	A 163	ha 45 a 00 ca	
	A 251	ha 35 a 25 ca	
	A 335	1 ha 71 a 65 ca	
	A 113	ha 91 a 65 ca	
	A 121	ha 63 a 60 ca	
	A 397	ha 32 a 65 ca	
	A 398	ha 36 a 55 ca	
	AL 6	ha 96 a 55 ca	
	A 84	1 ha 67 a 34 ca	
	A 95	ha 28 a 90 ca	
	A 96	ha 20 a 15 ca	
	A 189	ha 25 a 51 ca	
	A 677	ha 53 a 92 ca	
	B 97	ha 55 a 70 ca	
	AM 34	ha 32 a 93 ca	
	B 15	ha 94 a 40 ca	
	AK 16	1 ha 19 a 61 ca	
	A 41	ha 65 a 00 ca	
	A 395	ha 66 a 75 ca	
	A 421	ha 56 a 75 ca	
	A 539	ha 92 a 90 ca	
	A 725	ha 37 a 50 ca	
	A 676	ha 76 a 82 ca	
	A 246	ha 29 a 90 ca	
	A 247	1 ha 74 a 15 ca	
	AK 22	1 ha 27 a 58 ca	

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
ZUTKERQUE	A 252 A 332 A 507 A 493	ha 68 a 85 ca ha 55 a 85 ca ha 40 a 40 ca ha 44 a 92 ca	Gilbert POPIEUL à ZUTKERQUE

**Superficie totale : 81 ha 13 a 65 ca**

**Votre dossier est enregistré complet le 14/06/17 sous le numéro 62-17358.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **15/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame et Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,

  
Mathilde GUÉRAND

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **26 JUL. 2017**

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur Christophe CITERNE  
7 rue de Saint Martin  
62128 HÉNINEL

Réf : SEA/ND/62-17331  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 78 ha 05 a 21 ca détaillée ci-dessous.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
CHÉRISY	ZA 40	1 ha 38 a 00 ca	Arlette CITERNE à HÉNINEL
	ZA 15	4 ha 30 a 50 ca	
	ZA 16	ha 69 a 70 ca	
GUÉMAPPE	ZD 48	ha 42 a 40 ca	
	ZD 16	ha 50 a 00 ca	
	ZD 49	ha 51 a 90 ca	
HÉNINEL	ZA 12	5 ha 78 a 40 ca	
	ZA 13	4 ha 24 a 10 ca	
	ZB 32	ha 77 a 70 ca	
	ZB 33	ha 42 a 60 ca	
	ZB 34	ha 97 a 00 ca	
	ZB 35	ha 22 a 20 ca	
	ZB 36	ha 10 a 10 ca	
	ZA 11	3 ha 02 a 00 ca	
	ZB 56	1 ha 10 a 00 ca	
	ZD 18	2 ha 88 a 30 ca	
	ZD 19	ha 94 a 60 ca	
	ZD 20	ha 64 a 30 ca	
	ZD 21	ha 34 a 00 ca	
	ZD 22	ha 48 a 30 ca	
	ZD 50	1 ha 87 a 00 ca	
	ZE 66	2 ha 81 a 50 ca	
	ZE 41	ha 95 a 10 ca	
	ZK 1	3 ha 44 a 51 ca	
	ZB 28	2 ha 42 a 60 ca	
	ZD 13	4 ha 18 a 00 ca	
	ZD 14	ha 27 a 70 ca	
	ZE 157	2 ha 94 a 10 ca	
	ZL 13	2 ha 60 a 39 ca	
ZA 27	1 ha 01 a 80 ca		
ZL 11	ha 17 a 40 ca		
A 93	ha 35 a 60 ca		
ZA 26	ha 42 a 30 ca		
ZL 12	ha 43 a 48 ca		
ZA 44	1 ha 87 a 00 ca		
ZD 15	1 ha 04 a 90 ca		
ZA 36	ha 40 a 60 ca		

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
HÉNINEL	ZA 38 ZB 30 ZE 67 ZE 154 ZE 155 A 107 A 202 ZE 52	ha 61 a 90 ca 2 ha 26 a 40 ca ha 6 a 70 ca ha 2 a 21 ca 1 ha 34 a 69 ca ha 28 a 77 ca ha 6 a 00 ca ha 13 a 28 ca	Arlette CITERNE à HÉNINEL
NEUVILLE-VITASSE	AB 33  ZA 77 ZB 9 ZB 102 ZC 43	ha 80 a 01 ca  ha 44 a 50 ca ha 49 a 50 ca ha 45 a 60 ca ha 63 a 30 ca	
SAINT-MARTIN-SUR-COJEUL	ZI 12  ZI 10 ZI 13 ZI 11 ZA 177 ZI 14 ZA 179	ha 21 a 70 ca  ha 16 a 96 ca 1 ha 56 a 21 ca ha 18 a 06 ca ha 49 a 53 ca ha 54 a 71 ca ha 19 a 46 ca	
WANCOURT	ZA 15 ZA 16 ZA 17 ZA 55 ZS 51 ZS 52 ZH 43 ZH 44 ZS 2 ZS 18 C 196	ha 31 a 50 ca ha 29 a 80 ca ha 6 a 50 ca ha 59 a 10 ca ha 50 a 20 ca ha 79 a 64 ca 2 ha 85 a 40 ca ha 54 a 90 ca 2 ha 00 a 09 ca 1 ha 71 a 96 ca ha 36 a 55 ca	

**Superficie totale : 78 ha 05 a 21 ca**

**Votre dossier est enregistré complet le 06/07/2017 sous le numéro 62-17331.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **07/11/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*  
*- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,*  
*- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 00 JUIN 2017

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur David BODELOT  
47 place verte  
62450 GREVILLERS

Réf : SEA/ND/62-17356  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

**Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet**

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Francis VYVEY de GREVILLERS.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
GREVILLERS	ZL 48 (en partie)	15 a 00 ca	Francis VYVEY à GREVILLERS

**Superficie totale : 15 a 00 ca**

**Votre dossier est enregistré complet le 14/06/2017 sous le numéro 62-17356.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **15/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-17314  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le 24 JUIL. 2017

GAEC MIONET MARQUIS  
(Mesdames Marie-Claire MIONET et Aurélie  
MARQUIS et Monsieur Jean-Louis MIONET)  
60 hameau de Bainghen  
62250 LEUBRINGHEN

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Mesdames, Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Michel BACLEZ de LANDRETHUN-LE-NORD.

COMMUNES	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
LANDRETHUN-LE-NORD	A 68	2 ha 68 a 40 ca	Michel BACLEZ
	B 16	2 ha 72 a 38 ca	
	B 20	2 ha 56 a 34 ca	
	B 228	1 ha 63 a 04 ca	
	A 05	ha 69 a 12 ca	
	A 06	ha 19 a 18 ca	
	A 28	ha 64 a 90 ca	
	B 530	2 ha 82 a 10 ca	
LEUBRINGHEN	AB 06	4 ha 72 a 35 ca	

Superficie totale : 18 ha 67 a 81 ca

Votre dossier est enregistré complet le 20/06/2017 sous le numéro 62-17314.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 21/10/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*  
*- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,*  
*- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Arras, le 30 JUIN 2017

Madame Marie-Gabrielle LAGACHE  
145 rue de Fontaine  
62140 VACQUERIETTE-ERQUIÈRES

Réf : SEA/ND/62-17292  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous.

COMMUNES	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
FONTAINE-L'ÉTALON	ZB 03	2 ha 66 a 41 ca	Libre d'occupation
VACQUERIETTE-ERQUIÈRES	AC 106	ha 28 a 90 ca	
	ZE 31	ha 31 a 80 ca	
	B 522 ZC 70	1 ha 76 a 84 ca ha 5 a 70 ca	Sébastien GROUX

Superficie totale : 5 ha 09 a 65 ca

Votre dossier est enregistré complet le 20/06/2017 sous le numéro 62-17292.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 21/10/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisée avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,

  
Mathilde GUERAND

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Arras, le 24 JUIL. 2017

Madame Clémence BEAUCHAMP  
7 rue du Chemin d'Aire  
62129 DELETTES

Réf : SEA/ND/62-17303  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 62 ha 74 a 93 ca détaillée ci-dessous.

COMMUNES	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
ECQUES	ZD 56	ha 63 a 84 ca	Bernard DEBOMY
	ZD 54	ha 63 a 57 ca	
	ZD 55	ha 27 a 67 ca	
ENQUIN-LEZ-GUINEGATTE	ZL 61	ha 31 a 00 ca	
	ZL 62	ha 7 a 80 ca	
	ZM 14	ha 57 a 54 ca	
	ZC 67	ha 17 a 66 ca	
	ZC 68	ha 30 a 87 ca	
	ZC 69	ha 26 a 89 ca	
	ZM 19	ha 77 a 10 ca	
	C 41	ha 51 a 67 ca	
	C 696	ha 22 a 84 ca	
	C 738	ha 13 a 50 ca	
	ZL 60	ha 65 a 28 ca	
	ZL 85	2 ha 67 a 95 ca	
	ZM 17	ha 45 a 60 ca	
	ZM 152	1 ha 37 a 17 ca	
	ZI 109	3 ha 34 a 18 ca	
	ZI 111	1 ha 45 a 30 ca	
	ZI 112	4 ha 17 a 04 ca	
	ZI 113	2 ha 72 a 85 ca	
	ZL 59	ha 75 a 10 ca	
	ZI 110	ha 48 a 88 ca	
C 695	ha 37 a 88 ca		
ZL 64	2 ha 83 a 91 ca		
ZL 84	1 ha 73 a 52 ca		
ZK 39	2 ha 31 a 13 ca		
ZM 13	3 ha 01 a 70 ca		
C 139	ha 86 a 20 ca		
ZC 65	ha 21 a 38 ca		
ZM 151	2 ha 47 a 70 ca		
ZK 38	1 ha 65 a 89 ca		

COMMUNES	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
MAMETZ	ZA 137 ZB 60 ZI 96 ZI 97 ZI 98 ZI 99 ZI 100 ZI 101 ZA 139 ZA 140 ZA 141 ZB 64 ZB 67 ZA 110 ZA 111 ZA 91 ZA 159 ZA 68 ZA 67 ZA 90 ZA 138 ZB 68 ZA 99 ZA 135 ZA 136 ZB 63 ZC 30	ha 72 a 50 ca ha 74 a 50 ca ha 79 a 60 ca ha 25 a 40 ca 1 ha 02 a 00 ca ha 97 a 50 ca ha 81 a 60 ca 1 ha 08 a 20 ca ha 23 a 30 ca ha 97 a 40 ca ha 90 a 70 ca ha 34 a 00 ca ha 67 a 60 ca ha 78 a 50 ca ha 46 a 10 ca 1 ha 09 a 60 ca ha 32 a 70 ca 1 ha 62 a 80 ca ha 5 a 40 ca ha 22 a 70 ca 1 ha 47 a 60 ca ha 24 a 10 ca ha 67 a 90 ca ha 43 a 90 ca ha 43 a 80 ca ha 34 a 90 ca ha 78 a 40 ca	Bernard DEBOMY
QUIESTEDE	B 472 B 76 AB 482 B 115 B 116 B 324	ha 19 a 91 ca ha 13 a 85 ca ha 28 a 26 ca ha 15 a 18 ca ha 12 a 87 ca ha 51 a 43 ca	
SAINT-AUGUSTIN	ZC 14  ZC 138 ZD 04 ZD 05	1 ha 31 a 90 ca  ha 87 a 33 ca ha 41 a 90 ca ha 41 a 60 ca	
ROQUETOIRE	ZI 66	ha 81 a 90 ca	

Superficie totale : 62 ha 29 a 44 ca

**Votre dossier est enregistré complet le 21/06/2017 sous le numéro 62-17303.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **22/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

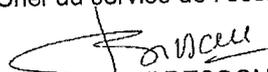
Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisée avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,

  
Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*  
*- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,*  
*- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **30 JUIN 2017**

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Madame Nicole COPIN  
68 rue de Noyelles  
62550 BOURS

Réf : SEA/ND/62-17299  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 32 ha 98 a 98 ca détaillée ci-dessous.

COMMUNES	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
BOURS	A 392	ha 3 a 02 ca	Bernard COPIN
	ZC 14	ha 81 a 83 ca	
	A 173	ha 8 a 60 ca	
	A 393	2 ha 46 a 38 ca	
	ZB 21	3 ha 95 a 66 ca	
	ZB 22	3 ha 35 a 47 ca	
	ZC 13	3 ha 22 a 98 ca	
	ZC 15	ha 94 a 73 ca	
	ZA 28	ha 39 a 30 ca	
	ZB 23	1 ha 66 a 20 ca	
	ZB 28	3 ha 39 a 15 ca	
	ZB 29	1 ha 33 a 28 ca	
	ZB 30	3 ha 25 a 80 ca	
	ZB 38	2 ha 49 a 11 ca	
	ZB 20	ha 45 a 22 ca	
	ZC 89	1 ha 05 a 83 ca	
	ZB 31	ha 19 a 15 ca	
	ZA 44	2 ha 84 a 21 ca	
	ZB 27	1 ha 03 a 06 ca	

Superficie totale : 32 ha 98 a 98 ca

**Votre dossier est enregistré complet le 20/06/2017 sous le numéro 62-17299.**

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **21/10/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisée avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUÉRAND

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Arras, le 7 JUIN 2017

Monsieur Philippe HAVART  
692 rue du Capitaine Henri Coustre  
62370 SAINT-FOLQUIN

Réf : SEA/ND/62-17290  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Patrice BODEL de SAINT-OMER-CAPELLE.

COMMUNES	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
SAINT-OMER-CAPELLE	AH 435 AH 92 AH 451	1 ha 56 a 31 ca ha 76 a 44 ca ha 29 a 87 ca	Patrice BODEL

Superficie totale : 2 ha 62 a 62 ca

Votre dossier est enregistré complet le 17/06/2017 sous le numéro 62-17290.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 18/10/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRARD

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/63-17293  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le 7 JUIN 2017

SCEA WINTOUT  
(Mesdames Candice PATOUT et Sylvie  
BOUILLET et Monsieur Yannick COURDENT)  
14 rue des Crombions  
62840 FLEURBAIX

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Mesdames, Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser :

- la transformation de la SCEA LES ÉCURIES DE L'ALLOEU (Monsieur Yannick COURDENT) en SCEA WINTOUT ;
- l'installation au sein de la SCEA WINTOUT de Mesdames Candice PATOUT et Sylvie BOUILLET sans apport de superficie supplémentaire.

La SCEA WINTOUT ainsi composée sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

COMMUNES	Références cadastrales	Superficie	Nom des propriétaires
FLEURBAIX	AL 19 AL 17 AL 16 AM 58 AM 59 AM 51 AH 01 C 464 D 626 D 532	1 ha 61 a 45 ca ha 12 a 19 ca 2 ha 33 a 45 ca ha 78 a 58 ca 1 ha 13 a 53 ca 1 ha 41 a 77 ca ha 36 a 36 ca ha 93 a 77 ca ha 45 a 14 ca ha 90 a 68 ca	SCEA LES ÉCURIES DE L'ALLOEU
SAILLY-SUR-LA-LYS	A 352 A 353	1 ha 00 a 00 ca ha 64 a 40 ca	

Superficie totale : 11 ha 71 a 32 ca

Votre dossier est enregistré complet le 16/06/17 sous le numéro 63-17293.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 16/10/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUÉRAND

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :*

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

;  
;



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale  
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole  
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-17286  
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE  
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr  
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le 4 JUL. 2017

GAEC LHOTELLIER  
(Madame Véronique LHOTELLIER,  
Messieurs Cédric et Serge LHOTELLIER)  
32 rue de Dannes  
62630 WIDEHEM

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame et Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Madame Juliette GOBERT et Monsieur Jean GOBERT de WIDEHEM.

Communes	Références cadastrales	Superficie	Exploitant antérieur ou Preneur en place
WIDEHEM	ZB 28	2 ha 96 a 20 ca	Juliette et Jean GOBERT à WIDEHEM

Superficie totale : 2 ha 96 a 20 ca

Votre dossier est enregistré complet le 21/06/2017 sous le numéro 62-17286.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 22/10/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame et Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :  
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,  
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.